

Déclaration du 26 juin 2014

Nouvelles preuves des crimes de Greifeld

Il est temps d'annuler son titre de sénateur honoraire du KIT

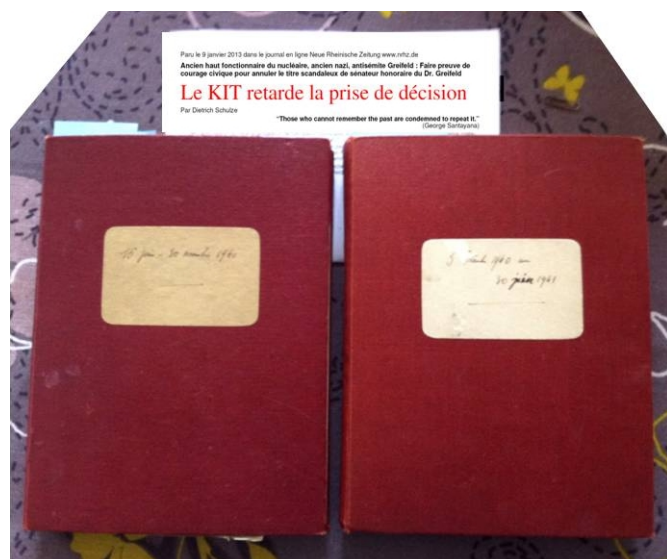
Quelques jours après le 70-e anniversaire du Débarquement, de nouveaux documents originaux des années 1940/41 ont été découverts qui mettent en lumière le mécanisme des crimes de guerre allemands sur le territoire de la France occupée.

Les preuves de la participation directe du conseiller d'administration de guerre de la SS Rudolf Greifeld (1929-1984), l'un des principaux acteurs impliqués dans les délits antisémites au sein du régime d'occupation sont accablantes, ceci depuis longtemps. Toutefois, depuis deux ans, l'Institut de technologie de Karlsruhe (KIT) retarde systématiquement la décision sur l'annulation du titre de sénateur honoraire de Greifeld, titre qui lui avait été décerné en 1969 par l'Université de Karlsruhe.

Dietrich Schulze, membre de l'« Initiative Contre les Recherches Militaires dans les Universités », a été autorisé à consulter à Lyon les agendas personnels (fig. 1) d'Edouard Bonnefoy, membre du Cabinet de la Préfecture de la Seine pendant le régime de Vichy. En sa fonction, il devait mettre en application les instructions du porte-parole du Commandement de la Wehrmacht du Grand-Paris.

Concernant le retard présumé de la décision à prendre, l'article publié fin 2013 par l'historien Bernd-A. Rusinek du KIT dans les « Badische Neueste Nachrichten » et intitulé « Aucune trace de Greifeld » en fait preuve. Le « Neue Rheinische Zeitung » avait publié à ce sujet une contre-analyse détaillée intitulée « L'enquêteur Rusinek », qui présentait des faits additionnels tirés d'un mémoire de fin d'études, élaboré en 1999 à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon et qui se basait sur les agendas susmentionnés des années 1940/41.

A cause de sa coopération avec la Résistance, Bonnefoy en 1944 avait été arrêté et déporté dans le camp de Neuengamme. Il décéda à la suite du naufrage du bateau « Cap Arcona ». Après la mort de sa femme en 1989, ses agendas sont parvenus entre les mains de sa belle-fille Solange Bonnefoy. Lors d'une visite à Auschwitz en 1996, celle-ci avait informé le professeur d'histoire lyonnais Bruno Benoît de l'existence des agendas qui, à son tour, avait chargé Elodie Prost de la



(Fig. 1) Les agendas originaux d'Edouard Bonnefoy intitulés « 16 juin –30 novembre 1940 » et « 3 décembre 1940 – 30 juin 1941 »

rédaction de la mémoire. La coopération de Bonnefoy avec la Résistance française a été reconnue après sa mort dans plusieurs témoignages et distinctions, notamment en juin 1948 par un représentant de la Préfecture du Rhône ; et c'était également la Médaille de la Résistance (fig. 2) qu'on avait décerné à Bonnefoy.

Il convient de remercier Solange Bonnefoy pour avoir donné accès aux agendas de son père. Cette source originale prouve sans aucun doute les faits suivants :

- Greifeld avait demandé des listes des fonctionnaires juifs de l'Administration municipale de Paris. Ces listes étaient, comme on le sait, la première mesure administrative qui aboutissait à la déportation dans les camps d'extermination.
- Greifeld avait émis des directives pour préparer la visite d'Hitler à Paris (malgré les affirmations contraires qui prétendent sa non-implication).
- Nous pouvons également présenter de nouveaux propos de Greifeld, qui témoignent de l'antisémitisme qu'il a manifesté durant toute sa vie :

« Dans l'instauration d'un ordre nouveau en Europe, il y a trois groupes d'opposants qui seront balayés [...] ce sont les Juifs, les Francs-Maçons et les Plutocrates, ceux qui sont prêts à pousser à la guerre pour gagner de l'argent. » [...] « Le Dr. Gr. s'étonne que le gouvernement français ne prenne pas à l'égard des juifs des mesures plus énergiques, déclare que l'insolence juive ne cesse pas et qu'il est souhaitable que bon ordre soit mis à ce mouvement juif, responsable de la guerre et qui continue à pousser à la guerre d'innocentes populations. »

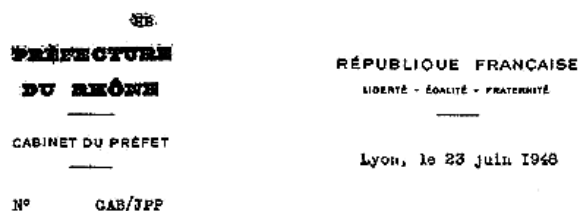
- Le célèbre physicien français Paul Langevin avait été arrêté par les autorités d'occupation allemandes à cause de sa position anti-fasciste. Bonnefoy attire l'attention de Greifeld sur l'importance de l'activité de Langevin en tant que directeur de L'École de physique et chimie industrielle de la ville de Paris. Greifeld n'entreprend rien. Plus tard, Langevin réussit cependant à s'enfuir à l'aide de la Résistance. Dans les années 1970, en tant que figure de proue du nucléaire, Greifeld a l'impudence de se faire nommer membre du directoire de l'établissement de recherche international — l'Institut Laue-Langevin à Grenoble.

Plusieurs appels ont été publiés, soutenant et réaffirmant la demande d'annulation, dernièrement lors du symposium du Forum Ludwig Marum le 19 octobre 2013 en présence du Premier maire de Karlsruhe, le Dr. Frank Mentrup, mais jusqu'ici aucune conséquence n'a été tirée ni par le Présidium du KIT ni par la Commission éthique chargée de cette question.

Au vu des nouvelles preuves fournies, les représentants des organisations signataires de ce document demandent désormais au Président du KIT, professeur Holger Hanselka, et au Vice-président du KIT, Dr. Elke Barnstedt, qu'ils prennent une décision immédiate en vue que le Sénat du KIT retire ledit titre de sénateur honoraire de cette personne indigne.

Cette mesure se comprendra également comme une contribution longtemps attendue et bienvenue à l'amitié franco-allemande.

Signataires: AStA KIT Karlsruhe (Verena Schumacher et Alexa Schnur, Présidents), Forum Ludwig Marum e.V. (Harald Denecken, Président), Initiative Contre les Recherches Militaires dans les Universités (Nadja Brachmann, Dagmar Hamdi, Dr. Ullrich Lochmann, Dr. Dietrich Schulze, Groupe de porte-paroles), VVN-Association des Antifascistes e.V. (Dr. Ulrich Schneider, Porte-parole fédéral et Secrétaire Général de la Fédération Internationale des Résistants — FIR)



Je soussigné, Jean PERRAUD PRADIER, Chevalier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre 39-45 (ou des Mérites de Sologne), Médaille de la Résistance (Rosette), Préfet, adjoint au Préfet du Rhône, certifie que M. BONNEFOY, arrêté par la Gestapo en Mai 1944 qu'il était Préfet Régional à Lyon, était en liaison intime avec les Officiers clandestins de la Résistance. Il ne lui fait aucun doute, que le M.A.P. notamment, et son temps, prendra en charge ce grand Français dont la participation active à la Résistance ne saurait être susceptible d'être mise en doute.



A large, handwritten signature in dark ink, likely belonging to Jean Perraud Pradier.

(Fig. 2) Document du 23 juin 1948, fournissant la preuve des activités d'E. Bonnefoy dans la Résistance.